

Investissements Directs Étrangers en Méditerranée

Le Maroc maintient sa pole position au Maghreb et au Machrek

Marquée par les bouleversements politiques en cours dans plusieurs pays méditerranéens et la crise de la dette des pays de la zone euro, l'année 2011 ne pouvait logiquement que donner lieu à une baisse des annonces d'investissement direct étranger (IDE) et de partenariat au sud de la Méditerranée. Mais dans cette nouvelle donne pour le moins pernicieuse, le Maroc reste assez bien loti. D'après l'Observatoire **ANIMA-MIPO**, la chute des projets annoncés au cours des trois premiers trimestres 2011 est importante dans tous les pays arabes, hormis le Maroc qui résiste en affichant des performances proches de celles de 2010.

Le Royaume aura même fait figure d'exception parmi les pays du Maghreb et du Machrek, avec un nombre d'annonces d'IDE stable, avec même une hausse de 15% par rapport à la même période en 2010. Des avancées qui ont permis de placer le pays juste derrière la Turquie en ce qui concerne le nombre de projets détectés. «Si les investisseurs n'abandonnent pas leurs projets d'IDE au Maroc, ils poursuivent néanmoins la dynamique de moindre implication financière qui est à l'œuvre depuis 2009 : les montants en jeu dans les projets d'IDE annoncés au Maroc au cours des 9 premiers mois de l'année 2011 diminuent encore de 50%», indique le même observatoire.

Malgré la crise de la dette qui secoue les pays de la zone euro, les intentions d'investissement en provenance des pays européens représentent toujours près de la moitié des projets annoncés dans les pays MED depuis janvier 2011. Par ailleurs, la stabilité du nombre d'annonces d'IDE en provenance des États-Unis et du Canada est remarquable, alors que ce nombre diminue pour toutes les autres régions du monde en 2011. La part relative des investissements nord-américains passe ainsi à près du tiers du total des annonces détectées (contre 20% en moyenne), tandis que les intentions d'investissement en provenance des pays du Golfe sont à leur plus bas niveau depuis 2005, avec 8% du nombre total d'annonces contre 15% en moyenne. La dynamique d'évolution de l'investissement dans la région dépendra bien évidemment de la situation politique de chaque pays, mais aussi du contexte économique global.

À quelques semaines de la fin de l'année 2011, la Banque mondiale estime que les flux d'IDE vers les pays de la zone MENA décroîtront en 2011 puis en 2012, avant d'entamer une reprise en 2013. Elle rappelle qu'à moyen et long termes, la région demeure attractive en raison de facteurs économiques et démographiques, et le sera d'autant plus que des progrès auront été accomplis pour améliorer la gouvernance et réduire les pesanteurs bureaucratiques. Après une année 2010 de reprise de l'investissement direct étranger en Méditerranée, les intentions d'investissement connaissent un nouveau ralentissement au cours des trois premiers trimestres 2011. D'après l'Observatoire **ANIMA-MIPO**, le nombre d'annonces de projets d'IDE dans les pays MED1 a diminué de 26% par rapport à la même période 2010, avec 467 projets détectés au cours des neuf premiers mois 2011, contre 625 l'année précédente. Les montants d'investissement diminuent également fortement, avec environ 20 milliards d'euros annoncés en 9 mois contre 40 au cours de l'année 2010.

Cela étant signalé, au plan interne, il convient de rappeler que la politique d'ouverture de l'économie nationale sur son environnement régional et mondial n'est plus une perspective ou un horizon lointain, mais une dynamique quotidienne et une réalité vécue. Elle a connu un nouvel élan en vue de conforter la position du Royaume dans les espaces euro-méditerranéen et arabe et de consolider ses relations avec les principaux moteurs de la croissance économique mondiale, l'UE et les États-Unis d'Amérique. Dans la perspective de consolider son processus d'intégration à l'économie mondiale et de tirer profit des opportunités offertes en matière d'investissement, l'implication du secteur privé a toujours constitué l'une des priorités de l'action gouvernementale pour tenir compte des exigences d'une croissance forte et soutenue, s'appuyant pour une large part sur l'intensification des efforts d'attractivité d'investissement du secteur privé.

L'expérience de ces dernières années a démontré que ce pari n'a pas été vain. L'implication croissante de l'initiative privée dans l'effort d'investissement national, constatée au cours de ces quelques dernières années, trouve son origine dans la conjugaison de la mise en place d'un environnement global favorable au déroulement normal de l'activité économique et de la mise au point de dispositifs appropriés sur le plan institutionnel. En vue de promouvoir l'acte d'investir, un intérêt particulier a été accordé à l'amélioration du climat de l'investissement. Dans ce cadre, la modernisation de l'environnement juridique des affaires s'est concrétisée par l'application d'un ensemble de textes relatifs à la consolidation de la concurrence et de la transparence.

http://www.lematin.ma/journal/Investissements-Directs-Etrangers--en-Mediterranee_Le-Maroc-maintient-sa-pole-position-au-Maghreb-et-au-Machrek/160554.html